



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/3198
S/3662
2 octobre 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : DIVERS

Onzième session

ELECTION D'UN MEMBRE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE EN VUE DE
POURVOIR LE SIEGE DEvenu VACANT PAR SUITE DU DECES DU JUGE HSU MO

Liste des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 7 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité une liste alphabétique de tous les candidats présentés par les groupes nationaux pour l'élection qui aura lieu durant la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale en vue de pourvoir le siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès du juge Hsu Mo, survenu le 28 juin 1956. Conformément à l'article 15 du Statut, le mandat du candidat qui sera élu au siège vacant expirera le 5 février 1958, date à laquelle le mandat du juge décédé aurait normalement expiré.
2. Les notices biographiques des candidats sont jointes à la présente liste.

Nom et nationalité du candidat

AGO, Roberto (Italie)
BOLLA, Plinio (Suisse)
CHENG, Tien-Hsi (Chine)
KOO, V.K. Wellington (Chine)

KURIYAMA, Shigeru (Japon)

MORELLI, Gaetano (Italie)

PAREDES, Angel Modesto (Equateur)

RECTO, Claro M. (Philippines)

Groupe national présentant la candidature

Suède
France
Pays-Bas
Chili
Chine
Equateur
Honduras
Iran
Liban
Nicaragua
Philippines
République Dominicaine
Argentine
Japon
Panama
Pérou
Suède
Suisse
Yougoslavie
France
Italie
Equateur
Philippines

AGO, Roberto

[Texte original : anglais]

Juriste italien, professeur de droit international.

Né en 1907; études universitaires à Naples; docteur en droit en 1928; docteur ès-sciences politiques en 1929; boursier de l'Académie de droit international de La Haye en 1935.

A enseigné le droit international à l'Université de Cagliari, en 1930 et 1931, puis à celle de Messine, en 1933 et 1934; professeur de droit international à l'Université de Catane en 1934-1935, à l'Université de Gênes de 1935 à 1938, à l'Université d'Etat de Milan, de 1934 à 1956 et à l'Université de Rome, en 1956; ancien directeur de l'Institut de droit international à l'Université de Milan; a enseigné le droit international à l'Université commerciale Luigi Bocconi de Milan.

A donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1936, en 1939 et en 1945; à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Gênes en 1947 et en 1948; au Collège d'Europe à Bruges en 1952, à l'Université de Valladolid, en 1952; à l'Institut universitaire d'études européennes de Turin en 1953, 1954, 1955 et 1956. A donné des cours et des conférences de droit international dans plusieurs centres académiques et scientifiques, à Rome, Milan, Turin, Florence, Naples, Padoue, Vicence et Pérouse, en Italie; à Londres, Cambridge, Oxford, Genève, Bruxelles, San-Francisco, Oslo, Stockholm, Copenhague et Co'Imbre, à l'étranger; doit donner en 1956-1957 des conférences à Salonique, Athènes, Madrid, Toulouse, Aix-en-Provence, Bruxelles et Louvain.

Associé de l'Institut de droit international; membre de l'Institut italien de droit international, de l'Institut grec de droit international et étranger, et de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales; président de la Section de droit international du Congrès international pour la réforme de l'arbitrage (1954).

Codirecteur de la Rivista di Diritto internazionale et de la Rivista di Diritto industriale; directeur des Comunicazioni e Studi de l'Institut de droit international à l'Université de Milan; directeur de La Comunità Internazionale.

Avocat à la Cour de cassation d'Italie; conseil du Gouvernement italien à la Cour permanente de Justice internationale de 1935 à 1938; corapporteur pour le droit international auprès d'une commission de l'Assemblée constituante italienne, 1946-1947; membre de la Commission de juristes chargée par le Conseil

de l'Europe de rédiger un projet de constitution européenne, 1952; consultant juridique de l'Organisation internationale pour les réfugiés, de 1948 à 1951, et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes depuis 1952; membre de la délégation italienne aux conférences de l'UNESCO de 1950, 1951 et 1952, à la Conférence de Rome pour la communauté européenne en 1953 et aux Conférences internationales du travail de 1946 à 1951, en 1954 et en 1955; de 1948 à 1954, représentant suppléant, et, depuis 1954, représentant du Gouvernement italien au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail; Président de la Commission du règlement et de l'application des conventions et recommandations du Conseil d'administration de l'OIT, 1950-1954; Président du Conseil d'administration de l'OIT, 1954-1955.

Depuis 1945, secrétaire général de la Société italienne pour l'organisation internationale; Président du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, 1951-1952, et Premier Vice-Président de ladite Fédération depuis 1953; depuis 1948, membre du Comité exécutif de la Conférence permanente des hautes études internationales.

Membre de la Commission permanente d'arbitrage entre la Suisse et les Pays-Bas, depuis 1948; Président du Tribunal d'arbitrage entre la France et la Sarre, depuis 1954.

A écrit, outre de nombreux articles sur diverses questions de droit international public et privé, les ouvrages suivants : Studi di diritto internazionale privato (1932); Teoria di diritto internazionale privato. Parte generale (1934); Il requisito dell'effettività dell'occupazione in diritto internazionale (1934); Lezioni di diritto internazionale privato (1939, réimpression en 1948, 1950 et 1952, édition révisée en 1955); Diritto internazionale delle neutralità (1939-1940); Diritto internazionale privato comparato. Parte generale (1945); Lezioni di diritto internazionale (1943); Elementi di diritto pubblico nordamericano (1945); Scienza giuridica e diritto internazionale (1950).

BOLLA, Plinio

Ancien président du Tribunal fédéral suisse.

Né en 1896; Gymnase et Lycée cantonal, Lugano; Université de Berne de 1911 à 1915, et de Lausanne de 1915 à 1921; Docteur en jurisprudence de l'Université de Lausanne, 1921; Docteur honoris causa de l'Université d'Utrecht, 1953.

Avocat à Bellinzone de 1921 à 1925; chargé de l'enseignement du droit civil suisse à l'Université de Pavie (Italie) de 1923 à 1925; député au Grand Conseil Tessinois de 1921 à 1925; juge au Tribunal fédéral suisse de 1925 à 1950; président du même tribunal de 1944 à 1945.

Président de la Société suisse des juristes de 1938 à 1940; président de la Commission arbitrale suisse pour la reconnaissance du droit d'auteur de 1941 à 1951; Président du groupe suisse de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (A.I.P.P.I.) et vice-président de cette association; représentant de la Suisse au Comité de surveillance de l'Union de Berne pour la protection de la propriété littéraire et artistique; président de la Commission de conciliation entre la Suisse et le Danemark; membre suisse de la Commission de conciliation entre la Suisse et l'Italie; président de la Commission de conciliation entre l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis constituée en application du traité de paix avec l'Italie. Associé de l'Institut de droit international; associé étranger de l'Académie des sciences de Turin; a présidé la délégation suisse à diverses conférences diplomatiques.

Ouvrages publiés : nombreuses publications juridiques, spécialement en matière de propriété intellectuelle.

CHENG Tien-Hsi

Juriste et diplomate chinois.

Né en 1884; diplômé de droit (avec mention) de l'Université de Londres en 1912; inscrit au Barreau en Angleterre en 1913; docteur en droit (Londres) en 1915; prix Quain de droit public international (Université de Londres) en 1916; Fellow de l'University College de Londres en 1936; Honorary Bencher de Middle Temple en 1946.

De 1920 à 1925 a été successivement juge à la Cour suprême de Chine, membre titulaire de la Commission de codification, conseiller auprès du Bureau des brevets et de la Commission de l'extraterritorialité, expert technique auprès de la délégation chinoise à la Conférence de Washington (1921), directeur d'études à l'académie judiciaire, membre suppléant de l'International Judicial Commission (1926), et chargé de conférences sur le droit anglais à l'Université de Pékin. A exercé le droit à Changhaï, de 1926 à 1930. Ministre adjoint de la justice et Ministre de la justice par intérim de 1931 à 1934; conseiller auprès du Ministre des affaires étrangères et du Ministre de la justice de 1934 à 1936. Délégué au onzième Congrès international de droit pénal et à la sixième conférence

internationale pour l'unification du droit pénal en 1935; délégué spécial du Gouvernement chinois pour l'exposition internationale d'art chinois à Londres en 1935.

Juge à la Cour permanente de Justice internationale de 1936 à 1945; membre du Comité de liquidation de la Société des Nations de 1945 à 1947; ambassadeur de Chine à Londres de 1946 à 1950.

Auteur de Rules of Private International Law Governing Capacity to Contract (thèse, 1915); Civilization and Art of China (1935); China Moulded by Confucius (1946); East and West (1951); Musings of a Chinese Gourmet (1954); a traduit en anglais les décisions de la Cour suprême chinoise, les jugements de la Cour de prises, le premier projet de code civil, etc..

KOO, V.K. Wellington

[Texte original : anglais]

Juriste et diplomate chinois.

Né en 1888; a obtenu les diplômes de B.A., M.A. et Ph.D. en droit international et diplomatie, Columbia University; LL.D. Yale, Columbia, St. John's, Aberdeen, Birmingham et Manchester; L.H.D., Miami.

De 1912 à 1915, a été secrétaire pour l'anglais du Président de la République chinoise, secrétaire du Cabinet, conseiller du Ministre des affaires étrangères, Directeur de la Commission des créances étrangères résultant de la révolution de 1911, et membre de la Commission chargée d'élaborer la Constitution de la République. Ministre aux Etats-Unis d'Amérique en 1915; plénipotentiaire et président de la délégation chinoise à la Conférence de la paix, Paris, 1919; délégué à l'Assemblée et représentant au Conseil de la Société des Nations de 1920 à 1922; Ministre en Grande-Bretagne en 1921; Président de la quatorzième session du Conseil de la Société des Nations en 1921; plénipotentiaire à la Conférence de Washington de 1921 à 1922; Ministre des affaires étrangères de 1922 à 1924; Ministre des finances en 1926; Premier Ministre et en même temps Ministre des affaires étrangères de 1926 à 1927; Ministre des affaires étrangères en 1931; Président de la Commission financière en 1932; assesseur chinois auprès de la Commission d'étude de la Société des Nations sur le différend sino-japonais (Commission Lytton) en 1932; Ministre en France de 1932 à 1935; délégué à l'Assemblée de la Société des Nations de 1932 à 1933;

représentant au Conseil de la Société des Nations de 1932 à 1934; membre de la délégation à la Conférence monétaire et économique de Londres en 1933; membre de la délégation à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, Genève, 1933.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage en 1934; Ambassadeur en France de 1935 à 1941; chef de la délégation chinoise à l'Assemblée de la Société des Nations de 1935 à 1936; représentant au Conseil de la Société des Nations de 1937 à 1939; Président de la quatre-vingt-seizième session du Conseil de la Société des Nations en 1937; chef de la délégation à la Conférence de Bruxelles en 1937; chef de la délégation à l'Assemblée de la Société des Nations en 1938; Ambassadeur au Royaume-Uni de 1941 à 1946; envoyé spécial de la Chine pour l'intronisation du Pape Pie XII; envoyé spécial pour le 800ème anniversaire du Portugal.

Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Dumbarton Oaks en 1944; Président par intérim de la délégation chinoise à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale en 1945; Président de la délégation à la Commission préparatoire de l'ONU en 1945; Président de la délégation aux première, deuxième et troisième sessions de l'Assemblée générale de 1946 à 1948; Ambassadeur aux Etats-Unis d'Amérique de 1946 à mai 1956; délégué à la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en 1950; nommé à nouveau membre de la Cour permanente d'arbitrage en 1952; actuellement conseiller auprès du Président de la République de Chine.

Auteur de Status of Aliens in China (1912).

KURIYAMA, Shigeru

[Texte original : anglais]

Juge à la Cour suprême du Japon.

Né en 1886; diplômé de la Faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo en 1913.

Entré au Ministère des affaires étrangères en 1914; membre de la délégation japonaise à la Conférence de la paix, Paris, 1919; membre de la délégation japonaise à la première session de l'Assemblée de la Société des Nations en 1920; membre de la délégation à la Conférence de Washington pour la réduction et la limitation des armements en 1921; chef de section au Bureau des traités du Ministère des affaires étrangères de 1924 à 1927; premier secrétaire à l'Ambassade

du Japon à Paris de 1927 à 1929; secrétaire général de la délégation japonaise à la Conférence de La Haye sur les réparations entre l'Allemagne et les Puissances alliées et membre du Comité des juristes de la Conférence en 1929; membre de la délégation à la Conférence navale de Londres et membre du Comité de rédaction de la Conférence en 1929; délégué à la Commission internationale de navigation aérienne de 1930 à 1932; conseiller d'ambassade à Paris de 1930 à 1933; délégué à la Conférence des réparations de Lausanne en 1933; directeur du Bureau des traités au Ministère des affaires étrangères de 1933 à 1937; envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suède, en Norvège et au Danemark de 1937 à 1939; Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Belgique et, en même temps, en extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Luxembourg de 1939 à 1940.

Juge à la Cour suprême du Japon depuis 1947; membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1954; Vice-Président de l'Association des membres du Barreau japonais de 1954 à 1955; Président de la Section japonaise de l'International Law Association depuis 1955.

MORELLI, Gaetano

Juriste et professeur italien.

Né en 1900. Docteur en droit de l'Université de Rome, 1921; chargé des cours de droit international à l'Université d'Urbino de 1927 à 1932; professeur extraordinaire à l'Université de Modène de 1932 à 1933 et à l'Université de Padoue de 1933 à 1935; professeur ordinaire à l'Université de Naples de 1935 à 1951 et à l'Université de Rome depuis 1951; membre, depuis 1951, du Conseil supérieur de l'Instruction publique; a donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1937 (sur la théorie générale du procès international) et en 1956 (sur les règles générales du droit international public). Depuis 1950, associé à l'Institut de droit international. Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice, 1954.

Membre, en qualité d'expert, de la délégation italienne à la Conférence de Montreux de 1937 pour l'abolition des capitulations en Egypte; délégué italien à la septième Conférence de La Haye de droit international privé en 1951; membre depuis 1950, de la Commission permanente de conciliation entre le Luxembourg et la Suisse.

Directeur, avec MM. Perassi et Ago, de la Rivista di diritto internazionale;
directeur, avec MM. Balladore Pallieri et Quadri, du Trattato di diritto internazionale.

Auteur de nombreux ouvrages de droit international public et privé, notamment : La sentenza internazionale (1931); Il diritto processuale civile internazionale (la première édition de cet ouvrage, parue en 1938 dans le Trattato di diritto internazionale dirigé par MM. Fedozzi et Romano et couronnée par le "Premio Chiovenda", a été traduite en espagnol en 1953; la deuxième édition révisée, parue en 1954, fait partie du nouveau Trattato di diritto internazionale dirigé par MM. Balladore Pallieri, Morelli et Quadri); Lezioni di diritto internazionale privato (deuxième édition, 1943); Nozioni di diritto internazionale (troisième édition, 1951); Elementi di diritto internazionale privato italiano (troisième édition, 1952; quatrième édition, 1955); Considerazioni sulla soluzione giudiziaria delle controversie internazionali (dans le deuxième volume des Comunicazioni e Studi de l'Institut de droit international et étranger de l'Université de Milan, 1946); Estinzione e soluzione di controversie internazionali (dans le troisième volume de la même publication, 1950).

PAREDES, Angel Modesto

[Texte original : espagnol]

Juriste équatorien et professeur de droit international.

A étudié le droit à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université centrale de Quito; inscrit, par décision de la Cour suprême de Justice, au Barreau équatorien.

Professeur de logique, de psychologie et d'histoire de la philosophie; secrétaire du Conseil supérieur de l'instruction publique, directeur de l'enseignement pour la province de Pichincha, professeur de droit international public et privé en 1925; doyen de la Faculté de droit, conseiller d'Etat en 1929; Ministre de l'instruction publique et chargé du Ministère des affaires étrangères en 1931; directeur de la bibliothèque nationale en 1932; professeur de sociologie en 1935; recteur de l'Université centrale en 1936; juge à la Cour supérieure de Justice de Quito en 1942; conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères en 1944; Président de la Cour spéciale de justice ayant rang de juge

à la Cour suprême; Ministre conseiller à l'Ambassade d'Equateur à Buenos-Aires en 1946; professeur de droit civil international en 1947; professeur de droit diplomatique et consulaire en 1950; en 1952, lors de la création de l'Institut équatorien de droit international, a été nommé directeur de l'Institut; occupe toujours ce poste et donne en même temps des conférences à l'Institut sur le droit international en temps de paix et le droit privé comparé.

A siégé soit comme représentant, soit comme invité, aux congrès internationaux suivants : Congrès des juristes de La Havane en 1945 et de Santiago (Chili) en 1946; Conférence sur le droit international et la législation comparée à Paris en 1948; Conférence de l'UNESCO en 1948; Congrès de l'Association internationale de sociologie en Suisse en 1950 et en Belgique en 1953; Conférence de la Société latino-américaine à Quito en 1955.

Membre, notamment, de l'Institut de droit comparé et de droit international (Ministère de la justice de la République française); de la Société de législation comparée de Paris; de l'Institut argentin de sociologie; de l'Institut argentin de droit international; de l'Association internationale de sociologie; de la Société latino-américaine de sociologie; de l'Association de sociologie de Bogotà; de l'Académie des juristes de Colombie.

Auteur d'environ vingt ouvrages traitant de diverses questions techniques, en particulier de sociologie et de droit international; ses principaux ouvrages dans ce dernier domaine sont, outre de nombreux articles, les suivants :

Informe acerca de la conveniencia de ratificar el Código de derecho internacional privado, Sánchez de Bustamante (1930); Teoría general del derecho civil internacional (3 volumes, 1931-34); EL nuevo derecho internacional y las bases de la paz en América (deuxième édition, 1935); La Carta de las Naciones Unidas (1937) Manual de derecho internacional público, sus principios fundamentales en tiempo de paz (1952); une brochure intitulée La economía de los mares (1955).

RECTO, Claro M.

[Texte original : anglais]

Juriste et sénateur philippin.

Né en 1890; a obtenu les titres de A.B. de l'Ateneo de Manille en 1909; LL.M. de l'Université de Santo Tomás en 1914; LL.D. (honoris causa) de l'Université de Manille en 1936; LL.D. (honoris causa) de l'Université Arellano en 1949.

Inscrit au Barreau philippin en 1914; conseiller juridique auprès du premier Sénat philippin en 1916; membre de la Chambre des représentants en 1919; chef de l'opposition à la Chambre des représentants de 1912 à 1922; réélu en 1922; chef de l'opposition de 1922 à 1925; membre de la Mission parlementaire d'indépendance aux Etats-Unis en 1924; avocat agréé par la Cour suprême des Etats-Unis en 1924; réélu à la Cour des représentants en 1925; chef de l'opposition de 1925 à 1928; élu sénateur en 1931; chef de l'opposition au Sénat de 1931 à 1934; délégué à la Convention constitutionnelle et élu à l'unanimité Président de la Convention en 1934; chef de la majorité parlementaire et Président temporaire du Sénat en 1934; en tant que Président de la Convention constitutionnelle (1934-1935) qui a élaboré et adopté la Constitution de la République philippine, a présenté en personne la Constitution au Président Roosevelt pour approbation et signature en 1935.

Nommé juge assesseur à la Cour suprême des Philippines, a renoncé à ses fonctions de Président temporaire du Sénat et de sénateur pour exercer celles qui lui étaient confiées à la Cour en 1935; élu sénateur en 1941 (a été celui des 24 sénateurs élus, qui a obtenu le plus grand nombre de voix); proposé comme candidat à la Cour internationale de Justice en 1948; Président de l'Association des membres du Barreau philippin; élu sénateur pour six ans en 1949; Président du Comité de la défense et de la sécurité nationales, du Comité pour la revision de la législation du Comité bancaire, du Comité des sociétés et du Comité des privilèges du Sénat; nommé Ambassadeur en Espagne et en Italie en 1950, mais a refusé le poste; réélu sénateur en 1955.

Membre honoraire de l'Académie royale de langue espagnole (Espagne), de l'Académie royale de droit et de législation (Espagne) et de l'Académie royale des arts et des sciences (Espagne).

Auteur de The Law of Belligerent Occupation; Validity of Payments during Enemy Occupation; Three Years of Enemy Occupation; d'ouvrages littéraires et politiques et de traités juridiques.
